



ATTACtique

SOMMAIRE

P. 2 - Ces OGM dont on nous parle tant (Katia)

P. 3 - Les paradis fiscaux, un tableau infernal (Benjamin)

P. 4 - Le triomphe du libéralisme en Europe ? (Olivier)

P. 5 - Le forum social mondial de Porto Alegre, l'aurore d'un nouveau monde ? (Rémi)

P. 6 - Le budget participatif de Porto Alegre, une expérience de démocratie directe (Cécile)

P. 7 - Le mouvement autisme en économie (Gilles)

P. 8 - Une pensée critique: Noam Chomsky (Lionel)

P. 10 - En bref...

P. 11 - Nous contacter - Bulletin d'adhésion à renvoyer

P. 12 - La plate-forme de l'association ATTAC

Après un long silence, Attactique, le journal de la coordination étudiante des comités ATTAC, revient sur les facts. Comme vous avez peut-être pu le constater en assistant aux conférences que nous avons organisées, en nous rencontrant aux tables que nous tenons régulièrement, en participant à des actions avec nous, ... nous n'avons pas disparu, mais il est vrai que notre calendrier militant a été bien chargé depuis le début de l'année! Les luttes contre la dictature des marchés, contre la globalisation financière se sont multipliées et le réseau de résistance auquel nous participons s'est élargi. Depuis Seattle et la lutte contre le Millenium round de l'OMC en novembre 1999, ceux qui prétendent diriger le monde sans se soumettre au contrôle démocratique le plus élémentaire et dans le seul but de permettre aux multinationales de dégager davantage de bénéfices, ne peuvent plus se réunir sans être confrontés à notre colère. De contre-sommet en contre-sommet, nous avons été de plus en plus nombreux à manifester et à montrer que nous étions convaincus qu'un "autre monde est possible".

En janvier dernier, il ne s'est d'ailleurs pas seulement agité d'organiser un contre-sommet: au forum économique mondial de Davos s'est opposé le forum social mondial de Porto Alegre (voir article de Rémi p. 5): nous ne nous contentons pas de critiquer l'avenir du monde que nous préparent les dirigeants des grandes entreprises et les dirigeants politiques qui travaillent souvent en étroite collaboration (voir l'article d'Olivier sur le lobbying p. 4) mais nous réfléchissons collectivement et élaborons des propositions alternatives tout en construisant le rapport de forces qui sera nécessaire pour les imposer. Le forum social mondial a d'ailleurs eu lieu dans une ville qui symbolise la recherche d'alternatives politiques: la ville de Porto Alegre a une gestion qui repose sur une forme de démocratie directe, c'est le budget participatif (voir l'article de Cécile p. 6). Malgré l'ampleur nouvelle de la résistance à la mondialisation capitaliste, les attaques sont nombreuses. La logique marchande continue de s'étendre à de nouvelles sphères, jusqu'à présent plus ou moins préservées. L'économie mondialisée permet aux entreprises de dégager des milliards de bénéfices qui échappent souvent à toute taxation grâce aux paradis fiscaux (voir l'article de Benjamin p.3), aux propriétaires de fonds de pension de s'enrichir et elle ne se traduit pour l'immense majorité de la population que par l'accroissement de la précarité, une menace permanente sur la santé (voir l'article de Katia sur les OGM p. 2), le sous-développement persistant des pays du Sud, ... Et les économistes qui dominent aujourd'hui le champ de la science économique (voir l'article de Gilles p.7) voudraient nous faire croire qu'il faut faire confiance au marché pour réguler de façon optimale les économies et donc les sociétés! Heureusement, les pensées alternatives existent (voir l'article de Lionel sur N. Chomsky p. 8) et surtout, les luttes se multiplient et la résistance se structure à tous les niveaux. Les prochains grands rendez-vous sont Barcelone en juin (réunion du FMI) et Gênes en juillet (sommet du G8); nous y reviendrons dans le prochain Attactique. Ce n'est qu'un début...

CES OGM DONT ON NOUS PARLE TANT...

“Aujourd’hui la biotechnologie peut satisfaire les consommateurs désireux d’allier qualité, sécurité, et goût dans le choix de leur alimentation...” (site Internet de Monsanto¹)

Rien que ça a-t-on envie de dire ! Les OGM seraient donc ce qui va nous sauver de la famine, la pollution et nous apporter des aliments encore plus sains et goûteux. Pourtant les inquiétudes des consommateurs vis à vis des OGM grandissent... Peur fondée ou infondée ? Afin de mieux comprendre ce débat, cet article traitera d’OGM qui sont déjà dans nos assiettes.

Précipitation et risques

Une des caractéristiques de ces OGM présentés comme étant une panacée en matière de recherche c’est qu’ils ont été plus ou moins “proprement fabriqués”. Les premiers OGM ayant bénéficié d’autorisation et de commercialisation à grande échelle sont de “première génération”, “ils correspondent souvent à des constructions génétiques rudimentaires ou brouillons génétiques [...] C’est récemment que Monsanto a révélé que son soja tolérant au *Roundup* (herbicide total) contenait deux fragments de



transgènes supplémentaires inactifs, et imprévus. La présence de ces transgènes n’est pas sans risque : ils peuvent perturber le fonctionnement du génome de la plante et aboutir à la production de toxines.”³

Dans le cas des OGM résistant à un herbicide ce dernier est vendu avec les semences et constitue une sorte de kit. Ceux qui achètent des semences transgéniques à Monsanto sont tenus par contrat de ne traiter leurs cultures qu’avec l’herbicide de la firme. Précisons que la formule de l’herbicide est à présent tombée dans le domaine public (toute entreprise peut la produire)

; en obligeant les agriculteurs à utiliser son herbicide avec les plantes qu’elle vend, Monsanto se garantit ainsi de ne pas perdre trop de parts de marché.

Dans un premier temps cette association OGM+herbicide permet de déverser moins de produits chimiques et c’est en ce sens que Monsanto se targue d’œuvrer pour une agriculture durable. Mais l’innocuité de cet herbicide dont Monsanto affirme qu’il est biodégradable et respectueux de l’environnement est plus que discuté⁴...

De la même manière faire produire un insecticide par la plante comme c’est le cas pour le maïs B.t de la firme Novartis permet de répandre moins d’insecticide sur les champs dans un premier temps mais les prédateurs à terme développeront des résistances, il faudra donc mettre plus de produits avant d’en trouver un nouveau plus efficace. Outre qu’elles utilisent des produits chimiques et qu’elles n’éviteront pas les espèces résistantes, des croisements avec d’autres espèces végétales sont également à craindre et le même problème pour les détruire se posera il faudra augmenter les doses dans un premier temps.

C’est un marché étroitement dépendant des semenciers vendeurs de produits phytosanitaires qui est en train de se constituer. Les deux grands herbicides les plus utilisés dans 4 cas sur 5 sont le *roundup* et le *liberty* on les

Quelques chiffres

Les compagnies qui vendent des semences OGM sont principalement de grands groupes industriels : Novartis (Suisse), Monsanto (Etats-Unis), Aventis (France (Rhône Poulenc)-Allemagne), Du Pont de Nemours (Etats-Unis), Agrevo (Allemagne), Zeneca (Royaume-Uni). Les premiers vendeurs de pesticides dans le monde font également partie de ce petit groupe. Ces sociétés agrochimiques ont ces dernières années développé ou acheté des laboratoires de recherche et des semenciers pour contrôler toute la filière : recherche, production, produits phytosanitaires et commercialisation des variétés résistantes à leurs produits.

Actuellement les principales variétés de plantes transgéniques cultivées sont le soja (54%), le maïs (27%), le coton (9%), les betteraves (8%), les pommes de terre (0,1%)². 99% de ces OGM sont des plantes à pesticide produisant un insecticide ou tolérant un herbicide. Ils sont principalement cultivés aux Etats-Unis (40% des maïs cultivés sont OGM et la moitié des variétés de soja ; 90% sont tolérants au *roundup*, l’herbicide phare de Monsanto), au Canada (45% pour le maïs et 25% pour le soja), en Amérique du Sud (l’Argentine principalement) et en Asie (Chine).

Les Etats-Unis sont les plus gros producteurs d’OGM. Les deux premières céréales OGM cultivées, le soja et le maïs ont des utilisations nombreuses dans l’alimentation des hommes et du bétail. Elles sont stratégiques dans les échanges agricoles mondiaux.

Sites à aller visiter

- *www.inra.fr
- *www.courrierinternational.com
- *www.crii-gen.org
- *www.ogmdangers.org
- *www.monsanto.fr/
- *www.liberation.com/ogm/index.html
- *ww2.creaweb.fr/bv/ogm
- *www.infoogm.org/

herbicides les plus utilisés dans 4 cas sur 5 sont le *roundup* et le *liberty* on les retrouve associés à la culture du soja, colza, coton et betterave OGM... Ils n'ont jamais que servis l'agriculture intensive et dominante... Et les méthodes préconisées sur les premières générations d'OGM sont conçues pour favoriser les cultures à l'américaine sur d'immenses surfaces, plutôt que des exploitations de taille petite ou moyenne. De plus elles sont avant tout adaptées aux cultures des pays développés et pas aux pays en voie de développement comme on voudrait nous le faire croire.

Les OGM actuels, loin d'être les produits d'une technologie high tech comme on nous le serine, sont des bricolages biologiques... Ils sont le signe d'une précipitation, à des fins exclusivement commerciales.

On manque énormément de recul pour juger des effets réels de la transgénèse, et des chercheurs redoutent que les premières versions des plantes modifiées aient été quelque peu

bâclées. Quels effets à long terme sur les écosystèmes? Quels risques pour ceux qui se nourrissent de ces plantes? Aucune étude menée sur une longue période comme il est d'usage pour les médicaments n'a été faite pour prouver l'innocuité des OGM sur la santé de ceux qui en consommeraient pendant plusieurs années.

Tous ceux que ce débat intéresse peuvent aller sur le net aux sites référencés ci-dessous non exhaustif, vous pouvez aussi lire l'ouvrage de Gilles Eric Séralini, *OGM le vrai débat* qui se lit très vite et fourmille d'infos.

Katia, ATTAC Jussieu

¹ www.monsanto.fr/biotechnologie/biotechnologie.html

² *Transrural initiatives* n° du 29 septembre 2000 disponible à l'adresse <http://www.globenet.org/tri/numero-173/OGM.htm> avec également à voir un tableau des surfaces cultivées dans le monde.

³ Gilles Eric Séralini. *OGM, le vrai débat*, Flammarion, 2000, collection Dominos. p34

⁴ Le procureur général de l'Etat de New York a poursuivi Monsanto en 1991 pour la phraséologie de ses publicités, en particulier les termes "biodégradable" et "écologique". Il a obtenu que Monsanto modifie son vocabulaire, et verse 50 000 dollars à l'Etat pour ses frais. Voir article de Courrier International, <http://www.courrierinternational.com/numeros/452/04520321.asp?TYPE=archives>

LES PARADIS FISCAUX, UN TABLEAU INFERNAL

DEVINEZ ce qu'on trouve, dans les tout premiers liens, quand on tape " paradis fiscaux " sur Google (un bon moteur de recherche sur internet) ? Non pas un dossier complet dénonçant le rôle des Caïmans et autres îles au nom évocateur dans l'architecture de la criminalité mondiale; non, c'est le site " paradis-fiscaux.com " qui apparaît et qui proclame avec le cynisme qui convient: " devant la mondialisation du commerce, l'explosion de l'internet, et les différences importantes de taxation entre les pays, beaucoup de personnes trouveront une solution dans la création d'une société internationale ", entendez une société -écran... Et en effet, les Seychelles proposent tout ce qu'on peut désirer: un vrai paradis, terrestre, mais aussi et surtout fiscal et judiciaire, et avec bien sûr toutes les garanties souhaitables en matière de confidentialité.

Que de telles activités s'affichent ainsi au grand jour en dit long sur leur importance au sein de la structure financière mondiale. On compte aujourd'hui 60 à 90 paradis fiscaux, caractérisés non seulement par un faible degré d'imposition fiscale, mais aussi par une absence quasi-totale de contrôle de l'origine et des détenteurs des fonds placés ou transitant par leur territoire et enfin par l'attitude non-coopérative des

autorités judiciaires et policières.

Leur localisation ne tient guère au hasard: ces microterritoires (à 95% des anciennes colonies occidentales) constituent clairement des prolongements off-shore des activités des grands pôles économiques mondiaux (Europe et Etats-Unis notamment). Cette fonction n'est en général pas neuve, l'histoire de paradis fiscaux actuels étant bien sou-

vent marquée par la piraterie ou la contrebande. Ils ont toutefois connu une expansion remarquable à partir des années 80, fâcheuse mais prévisible conséquence, parmi tant d'autres, de la libéralisation irraisonnée des mouvements de capitaux et de l'explosion corrélative de la délinquance financière.

En effet, les paradis fiscaux attirent massivement deux grands types de capitaux. La première source est l'évasion fiscale, légale ou non. Ce " sport " pratiqué avec virtuosité tant par des particuliers fortunés

que par les entreprises, et qui consiste (variante du principe bien connu: " socialiser les pertes, privatiser les profits ") à profiter des infrastructures et des services nationaux tout en se soustrayant à l'obligation de contribuer à leur financement, est loin d'être négligeable: pour la France, cette fraude est estimée à 250 milliards de francs, et selon le FMI lui-



même, les paradis fiscaux gèrent aujourd'hui près de 20% de la richesse privée mondiale...

La deuxième manne provient bien sûr du blanchiment de l'argent sale, issu du crime organisé ou de la corruption, publique et privée. Le faible niveau d'imposition n'est ici plus prioritaire (payer des impôts est un gage de respectabilité!), ce sont en revanche les garanties de confidentialité et de protection face aux enquêtes qui sont déterminantes. Et là encore, les montants en jeu sont considérables: toujours selon le FMI, le phénomène de blanchiment représente 2 à 5% du PIB mondial; donc, comme la moitié environ des flux de capitaux internationaux transite ou réside dans les paradis fiscaux, ce sont, chaque année, entre 600 et 1500 milliards de dollars d'argent sale qui y circulent!

Si on ajoute à tout cela le rôle croissant de ces territoires notamment en matière de pavillons de complaisance (les normes techniques et sociales y ont en général la souplesse de la fiscalité...), on arrive à un tableau plutôt infernal de

ces " paradis "!

Mais l'action de la communauté internationale tarde, prenant prétexte des " principes " (dont on peut s'interroger sur la réelle valeur dans de tels cas) du secret bancaire et de souveraineté.

C'est donc, dans la lignée de l'Appel de Genève de 1996, de la société civile que doit venir la pression pour enfin mettre en oeuvre les moyens de lutter efficacement contre les paradis fiscaux.

Benjamin, ATTAC Ulm

LE TRIOMPHE DU LIBÉRALISME EN EUROPE

On connaît bien le discours libéral : les mécanismes marchands conduisent à une allocation optimale des ressources (capital, travail,...), il faut donc plus de " libertés " , de concurrence, de transparence moins de " rigidités " , de syndicats, etc. On connaît beaucoup moins la pratique des défenseurs du " libéralisme " . Sortez vos mouchoirs ! on est encore loin de ce monde " idéal " , dans lequel le consommateur est roi et le marché élimine les mauvais produits et les firmes inefficaces (les fameux " canards boiteux "). Un ouvrage récemment publié vient à point nommé pour nous éclairer sur les aspects européens de la question. Selon l'expression de Susan George, qui a préfacé l'ouvrage, les auteurs déchirent " le rideau de soie qui protégeait les lobbies européens des regards curieux " . Cinq jeunes chercheurs du CEO (sic) ont enquêté six ans durant sur les relations qu'entretiennent les multinationales de l'Union avec la Commission Européenne.

Du lobbying ? Jamais ! On parle aujourd'hui des " bureaux d'études industriels " et des " agences de relations publiques " . Ces euphémismes dissimulent une réalité particulièrement préoccupante : la capacité des plus grandes firmes européennes d'influencer - à leur profit bien sûr - les décisions de l'Union. L'émergence du lobbying européen date de la fin des années 1980, lorsque le processus d'intégration s'est accéléré et que la Commission a produit plusieurs centaines de directives en vue de la réalisation du Marché Unique. Les auteurs estiment à 10000 le nombre de lobbyistes professionnels exerçant à Bruxelles pour le compte des multinationales européennes !

Que les autorités politiques tiennent compte des intérêts de différents groupes sociaux est plutôt souhaitable. Le problème réside ici dans le fait que seules les puissantes multinationales disposent des moyens financiers nécessaires au lobbying à l'échelle européenne (il faut en effet

compter environ 5000 F par heure et par lobbyiste !). Les associations (écologistes ou citoyennes comme ATTAC) sont dès le départ exclues du processus de décision. En outre, il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que la procédure est totalement antidémocratique (les " discussions " se faisant, comme il est de coutume dans les institutions internationales, à l'écart des regards curieux...).

Deux cas tirés de deux domaines chers aux combats d'ATTAC (la " compétitivité " et les biotechnologies) suffisent à démontrer l'ampleur de ces pratiques peu reluisantes :

Le Groupe Consultatif de Compétitivité (CAG) fut inauguré en 1995 par le président de la Commission de l'époque, Jacques Santer. Sa création était en fait demandée depuis plusieurs années par l'ERT , le plus influent lobbying industriel de l'Union, qui regroupe une quarantaine de grands patrons européens, parmi lesquels les PDG de Nestlé, Krupp, Unilever, Aventis, Total, etc. Dès le départ, quatre membres de l'ERT appartiennent au CAG (en plus de trois



syndicalistes, des hommes politiques, et d'autres PDG). Au menu des rapports du CAG : adaptation continuelle des salariés aux besoins de l'industrie, privatisations, gel des salaires, " assouplissement " des horaires de travail, application de l'AMI, etc. A l'époque, l'UNICE (le deuxième grand lobby européen, sorte de MEDEF des MEDEF !) craignait que le CAG ne produise que de vagues compromis entre employeurs, syndicats et politiciens ! Autant dire que ses craintes se sont révélées largement infondées !

Dans le domaine des biotechnologies, la plupart des entreprises sont rassemblées sous l'étendard d'EuropaBio (fédération patronale sectorielle). Principal argument d'EuropaBio (repris à plusieurs reprises dans les Livres Blancs de la Commission) : les biotechnologies constituent la solution aux problèmes de compétitivité et de chômage que connaît l'Europe. Sa plus grande fierté (revendiquée par ses dirigeants, que nos auteurs ont interrogés à plusieurs reprises) : avoir convaincu le Parlement Européen de voter

en 1998 une résolution sur la protection juridique des découvertes biotechnologiques (résolution qu'il avait repoussée en 1995). En clair : la brevetabilité du vivant. De même, EuropaBio a contribué à imposer les OGM dans l'Union, contre l'avis de la majorité des Européens.

Il serait cependant réducteur de lire Europe Inc. comme un pamphlet antieuropéen. Il constitue plutôt un plaidoyer bien documenté pour une Europe plus transparente et plus proche des préoccupations des citoyens.

Olivier, ATTAC Ulm

Le forum social mondial de Porto Alegre...

L'AURORE D'UN NOUVEAU MONDE ?

26 janvier 2001, Porto Alegre, Brésil : ouverture du premier Forum Social Mondial. Pendant plus de six mois, des dizaines d'associations ont préparé intensivement ce qui restera sans doute comme l'événement marquant du début du XXIème siècle (1). Cinq jours de débats dans l'immense Centre de Conférences de l'Université Catholique de Porto Alegre ont permis de réaffirmer qu'un autre monde, plus solidaire, est possible. Les 16 conférences ont réunis près de 4000 délégués associatifs de 117 pays, plus de 400 parlementaires de 26 Etats, des artistes, des intellectuels, quelques " Prix Nobel de la Paix " comme Nelson Mandela, etc. autour de quatre grands axes de réflexion : " la production de richesses ", " l'accès aux richesses ", " l'affirmation de la société civile ", et " le pouvoir politique et éthique pour une nouvelle société ". Une centaine d'ateliers ouverts à tous et proposés par des organisations associées au FSM a complété les discussions et accueilli plus de 10 000 visiteurs.

Au même moment, à plusieurs milliers de kilomètres de là, se tenait, comme chaque année depuis plus de trente ans, le renommé World Economic Forum, à Davos, en Suisse. " S'engageant pour l'amélioration de l'état du monde " (2), le WEF se veut le forum international des entreprises et de la société civile. Et, en effet, si les membres de l'organisation sont recrutés exclusivement parmi les 1000 plus grandes multinationales, des figures citoyennes " aussi emblématiques que Jean-Claude Trichet ou Laurent Fabius ont aussi pu assister aux débats (3). Pourtant, les responsables du WEF ont refusé le dialogue direct, par l'intermédiaire d'un pont vidéo, avec les participants du FSM (4). Pourtant, la charmante station alpine de Davos a dû être transformée pour l'occasion en véritable forteresse : des kilomètres de barrières et de barbelés, un millier de policiers, trois cents gardes-frontières, six cents soldats, etc. ont été déployés dans la région pendant toute la durée du congrès. Pourtant, les quelques centaines de manifestants qui ont (malgré un tel dispositif) souhaité exprimer pacifiquement leur désir d'une société plus humaine, ont été évacués à coups de salves d'eau, de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

Pourtant, pourtant, pourtant... " Un autre monde est possible ", mais ce n'est pas à Davos qu'il émergera : rendez-vous en janvier 2002 à Porto Alegre pour la deuxième édition du Forum Social Mondial...

Pour en savoir plus ?

- Le site officiel du Forum Economique Mondial : www.weforum.org
- Le site officiel du Forum Social Mondial : www.forumsocialmundial.org.br
- Un dossier " spécial " du Courrier de Genève : www.lecourrier.ch
- Le dossier " Les batailles de la mondialisation " de Libération : www.liberation.fr

(1) "Le nouveau siècle commence à Porto Alegre." écrit Ignacio Ramonet dans l'éditorial du Monde Diplomatique de janvier 2001.

(2) " Committed to improving the state of the world " est la devise proclamée sur le site officiel www.weforum.org.

(3) " Is the WEF a club for the rich ? No." se défend aussi simplement que cela l'organisation sur la page des FAQs du site web officiel.

(4) Seuls quelques participants du WEF ont accepté la proposition de l'agence de presse " Article Z " : les échanges ainsi obtenus sont disponibles à l'adresse www.madmundito.tv.

Rémi, ATTAC Tolbiac

LE BUDGET PARTICIPATIF DE PORTO ALEGRE, UNE EXPÉRIENCE DÉMOCRATIE DIRECTE

Dans tous les pays considérés comme démocratiques actuels, la démocratie n'existe pas vraiment. Elle est déléguée et la seule voie d'expression des citoyens est le périodique bulletin de vote. Les décisions politiques ne font pas l'objet du débat public dont elles devraient être issues. La conséquence de ce type de fonctionnement est qu'on assiste à une confiscation du pouvoir par des élus et des techniciens qui la justifient au nom de la complexité des problèmes et de leur "connaissance" de ce qui est bon pour la société. Le meilleur exemple de cette confiscation concerne les questions économiques: les décisions de type économique sont prises par des experts qui complexifient leur discours pour décourager toute critique et provoquer le désintérêt des citoyens pour ces questions pourtant essentielles. Les idées libérales sont à la base de ce discours économique de spécialistes et elles sont imposées aux citoyens sans qu'ils aient les moyens de s'y opposer.



Bruno NICOLAS

Au Brésil, la volonté de participation directe aux décisions des citoyens s'est traduite concrètement: depuis 1989, la ville de Porto Alegre, dirigée par le Parti des travailleurs, a mis en place un système de gestion qui repose sur une forme de démocratie directe.

L'idée du budget participatif est apparue lors de la campagne pour les élections municipales de 1988: dans son programme, le Parti des travailleurs proposait de démocratiser les décisions et de gérer en s'appuyant sur des Conseils populaires. L'objectif était de permettre à chaque citoyen d'intervenir dans l'élaboration des politiques publiques et dans l'ensemble des décisions de la municipalité qui engagerait l'avenir. Cette idée était inspirée par les principes généraux de la Commune de Paris et des Soviets. Au travers d'un processus de démocratie directe, mis en place dans 16 secteurs et 5 commissions thématiques, la population de manière autonome, établit les règles de fonctionnement, définit les priorités et élit les représentants qui siègent au budget participatif. De cette manière, une sphère publique non étatique est créée dans laquelle la société

institue un processus de cogestion de la ville et définit les mécanismes de contrôle social sur l'État. Ce processus de cogestion est le fruit d'une combinaison de la démocratie directe effectuée par la population dans le budget participatif et de la démocratie représentative qui se concrétise par le vote de la population pour un maire qui gère la cité pour quatre ans. Concrètement, deux dispositifs essentiels ont été mis en place:

- * 16 conseils populaires structurent les 16 secteurs de la ville; ils sont conçus comme des lieux de gestation, de formation, de consolidation d'une opinion publique indépendante. La population exprime ses besoins et dégage 4 priorités parmi 8 possibles (assainissement, habitat, voirie, éducation, aide sociale, transport et circulation, aménagement urbain).

- * 5 commissions thématiques auxquelles participent toutes les compositions de la ville: les différents secteurs mais

aussi les syndicats, les commerçants, les responsables municipaux,... Instaurées plus tard, ces commissions ont pour but d'amplifier la participation et de l'étendre à d'autres secteurs sociaux; il fallait également un instrument qui permette de dépasser le découpage par quartier et à réfléchir à l'échelle de la ville toute entière.

De cette manière, la population est amenée à discuter et à décider avec la municipalité des investissements sectoriels, des travaux structurant de la ville et des politiques de dépense pour les services publics municipaux. Il s'agit de la totalité du budget public. Le système fonctionne bien en terme de réalisations, en terme de formation des habitants, des services et des élus, en terme de réelle démocratie et citoyenneté.

L'expérience de Porto Allegre ne se contente pas de développer une forme de participation populaire, ni simplement d'huiler les mécanismes de la démocratie formelle; elle va beaucoup plus loin en apportant une réponse au défi du renouveau de la démocratisation de l'action politique, en créant un nouvel "espace public" où se côtoient et se ren-

contrent les simples citoyens, le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif si bien qu'on peut à juste titre parler d'une réappropriation du politique. Le budget participatif génère une nouvelle forme de conscience citoyenne à travers la démocratisation des décisions et de l'information sur les questions publiques.

Le processus du budget participatif est loin d'être parfait et il a rencontré de nombreuses difficultés. Il n'a pas la prétention d'être LA réponse à la crise politique qui traverse les sociétés modernes ni un mode de fonctionnement idéal. Il est d'ailleurs important de voir qu'il est en mutation constante, tendant à se renouveler pour s'adapter à la croissance de la conscience de la citoyenneté. Il n'est en outre qu'un îlot de démocratie dans un océan de capitalisme: le Brésil est un pays où la pauvreté est importante et où c'est un euphémisme de dire que les conditions de vie de la majori-

té de la population sont difficiles. Les moyens du service public sont limités et la gestion de la ville de Porto Alegre reste une gestion de la misère imposée à la population dans le cadre de la mondialisation capitaliste. Il faut le voir comme une piste de réponse, piste riche d'enseignements et porteuse de progrès. Le phénomène de participation n'est pas majoritaire mais il est massif et constitue une expérience de démocratie directe qui nous montre qu'un tout autre mode de fonctionnement que celui que nous connaissons est possible.

Cécile, ATTAC Sorbonne

Pour en savoir plus:

Tarso Genro et Ubiratan de Souza, *Quand les habitants gèrent vraiment leur ville*, éditions Charles Léopold Mayer, 1998

LE MOUVEMENT AUTISME EN ÉCONOMIE

Le mouvement " autisme-économie ", lancé en mai dernier par des étudiants des écoles normales supérieures et des universités de Paris connaît aujourd'hui un grand succès (1) . Son existence et son succès ont une explication simple : on s'ennuie ferme en fac d'éco, où les problèmes contemporains ne sont pas (ou rarement) présentés, et encore moins débattus. Cette situation est surtout due à l'état actuel de la "science" économique : curieuse discipline en vérité, obsédée par sa volonté d'émancipation des sciences sociales, pour revendiquer sa place au sein des sciences, les vraies. Des cours d'épistémologie à l'existence d'un (quasi) prix Nobel (2), tout converge pour montrer que la "science" hante les économistes. Le contre-appel (3), paru dans *Le Monde* du 31 octobre 2000, s'intitulait d'ailleurs : "Pour préserver la scientificité de l'économie". Pour atteindre cette ambition, la recette est simple : simplifications à outrance, mathématiques par milliers, et une quête permanente d'une théorie générale (sobrement intitulée "théorie de l'équilibre général"). La pétition des étudiants (disponible, ainsi que de précieux documents et une énorme revue de presse sur leur site : www.autisme-economie.org) dénonce

clairement ces pathologies : construction de "mondes imaginaires", manque de pluralisme et place excessive des mathématiques. Il se trouve, idéologie dominante oblige, que ces "modèles " sont strictement individualistes, et aboutissent (presque) toujours à des recommandations libérales de politique économique (ex : il faut baisser les salaires pour diminuer le chômage). Mais leurs fondements sont tellement irréalistes, leur démonstration tellement longue et complexe pour des idées aussi simples que les étudiants ne sont pas naïfs au point de les prendre pour argent comptant. Le plus souvent ils courbent l'échine le temps d'avoir leur diplôme... et de pouvoir sortir de l'université. La principale conséquence de l'enseignement actuel de l'économie n'est donc pas l'embrigadement des masses par les affreux libéraux : elle est plus simplement l'expulsion de tout débat économique de l'université, au nom de la préservation de la " science "...

Pour en savoir plus sur la "science économique" lire : *Pas de pitié pour les gueux*, Laurent Cordonnier, Ed. Raison d'Agir

Gilles, ATTAC Nanterre



(1) Une pétition dénonçant l'"autisme" de l'économie enseignée en fac d'économie (totalement hermétique au monde réel) avait été lancée à la fin de l'année universitaire, le Monde en avait parlé dans son édition du 21 juin.
(2) Il faut en effet rappeler que le "prix Nobel" d'économie n'est pas un vrai prix Nobel, il a été créé 1969 par la Banque de Suède sous le nom de "prix à la mémoire d'Alfred Nobel". Cette création marque bien la volonté de l'économie d'apparaître comme une science dure. Les mathématiques qui n'ont pas de prix Nobel n'ont jamais eu besoin d'en créer un "à la mémoire d'Alfred" pour être considérées comme une science...
(3) La pétition des étudiants a divisé la communauté universitaire : 200 d'entre eux ont signé une pétition de soutien, mais un contre-appel a aussi été publié.

UNE PENSÉE CRITIQUE : NOAM CHOMSKY

Nous vivons actuellement une période de mondialisation de la contestation contre l'ordre néolibéral mondial : le développement international d'ATTAC et les manifestations de Seattle en sont les exemples les plus marquants. Dans ce contexte il convient aussi de « mondialiser notre réflexion », c'est-à-dire de s'ouvrir aux divers auteurs qui sur les autres continents ont engagé une réflexion critique sur l'état du monde actuel. Noam Chomsky est l'un des intellectuels les plus connus de la planète (malheureusement il ne l'est pas assez en France) : il est non seulement reconnu comme étant l'un des plus grands linguistes de ce siècle, mais il est aussi connu pour son engagement politique radical (au sens américain¹).

L'engagement politique de Noam Chomsky est difficile à saisir pour un français, car ce dernier ne rentre pas dans les cases habituelles de notre réflexion politique. Il se définit en effet comme un « *libertarian socialist* » ce que l'on aurait tendance à traduire par « socialiste libertaire » en France, et effectivement Noam Chomsky se définit souvent comme anarchiste. Mais le terme « *libertarian* » ne correspond pas au terme français « libertaire », évoquant strictement la tradition de l'anarchisme tel qu'il est apparu en Europe au XIXe siècle, il renvoie à la tradition libérale anglo-saxonne². Noam Chomsky se réclame donc tout à la fois des idéaux des Lumières et du libéralisme classique (par exemple d'Adam Smith³) et parallèlement du socialisme issu du mouvement ouvrier (comme par exemple de Rosa Luxembourg) !

Une critique du néolibéralisme

Ce qui est intéressant chez Chomsky, c'est que se considérant comme un libéral radical, il montre de manière assez convaincante comment les néolibéraux (ou libéraux⁴ tout court en France) usurpent le terme de liberté.

Ainsi il serait de trompeur de penser que la mondialisation est avant tout libérale et qu'elle consisterait à imposer les mécanismes de marché aux diverses économies nationales. Ce qui est en train de se développer c'est une sorte de mercantilisme d'entreprise avec une importante centralisation d'économies plus ou moins commandées, intégrées les unes aux autres, fermement liées au pouvoir étatique — reposant de façon très importante sur le pouvoir de l'Etat en fait — et appliquant des politiques sociales et une conception de l'ordre politique et social qui se trouve être hautement bénéfique pour les intérêts des secteurs les plus élevés et les plus riches de la population.⁵

En effet, comment l'entreprise Boeing obtient-elle des contrats ? Grâce au soutien diplomatique du président américain... De même, toutes les technologies de pointe sont

hautement financées par les Etats : de façon directe en Europe ou indirecte, via l'industrie militaire aux États-Unis. Concrètement, derrière les appels à la libéralisation du commerce les Etats et en particulier les États-Unis ne défendent que les intérêts de leurs grandes firmes multinationales.

Par exemple, lors de la négociation du cycle du millénaire qui eut lieu à Seattle, les Etats occidentaux, y compris l'Union Européenne, étaient loin de demander une libéralisation totale des échanges. Ils ne faisaient que demander l'ouverture des marchés pour les produits pour lesquels ils bénéficient d'un avantage commercial : les produits de haute technologie, les services... Il n'était pas question de négocier l'ouverture des marchés occidentaux aux produits textiles et agro-alimentaires du sud...

Comme le dit Chomsky :

Les riches prêchent le libre marché pour les pauvres et exigent d'eux qu'ils le mettent en pratique, tout en suivant rarement eux-mêmes ce principe.⁶

L'exemple de Martin Bouygues est des plus typiques : propriétaire d'une chaîne de télévision peu réputée pour son progressisme et qui a sans doute largement milité pour la diffusion de l'esprit d'entreprise et du libéralisme en France, il se met subitement à défendre le rôle régulateur de l'Etat lorsque son entreprise, trop petite pour le marché des



télécoms risque d'être évincée par des concurrentes étrangères...

C'est dans ce genre de situation que le vrai visage de nos « libéraux » apparaît : ils ne défendent finalement que leur liberté à eux (liberté de baisser les salaires, liberté de flexibiliser le travail, liberté de bouger leurs capitaux...).

Un projet de société vraiment démocratique

En tant que « *libertarian socialist* », Noam Chomsky s'attache au contraire à défendre la liberté de tous. Et cela passe notamment, selon lui, par l'établissement d'une véritable démocratie qui ne s'arrêterait pas aux portes des entreprises. Ces dernières sont en effet pour Chomsky de véritables tyrannies :

Les ordres descendent du haut vers le bas. Lorsque vous êtes en bas de la hiérarchie vous pouvez vous en tirer sans trop de désagréments si vous êtes chanceux. Aux niveaux intermédiaires vous prenez vos ordres de vos supérieurs et vous les relayer vers les échelons inférieurs. Vous savez comment on appelle ce système dans le domaine politique?⁷

Pour Chomsky, qui, comme d'habitude, ne mâche pas ses mots, il s'agit tout simplement d'une institution fasciste.

Par sa critique du système salarial (une entreprise capitalis-

te achetant le travail aux individus), il renoue avec un certain nombre de critiques du salariat émises par les libéraux classiques⁸.

Un véritable système démocratique défendant la liberté de tout un chacun passerait donc, selon Chomsky, par l'établissement d'un système économique ou les institutions productives (que l'on appelle aujourd'hui entreprises) seraient gérées collectivement par les producteurs. Ce système qui correspond au terme actuellement désuet d'auto-gestion ne serait finalement que la mise en place d'une véritable démocratie en lieu et place de la « démocratie des actionnaires ». Ce dernier terme est en effet totalement contradictoire et idéologique : il tend à faire passer pour démocratique un système d'essence ploutocratique puisque les droits de vote sont répartis dans l'entreprise au prorata de la richesse qu'on y possède⁹ !

La pensée politique de Chomsky est très utile pour les progressistes qui manquent actuellement d'alternatives à opposer au néolibéralisme, car elle nous invite à nous réapproprier le concept de liberté et à en tirer les potentialités radicalement progressistes. Car défendre la liberté c'est défendre la liberté de tous et c'est donc démasquer le « libéralisme » de ceux qui ne défendent que la liberté des capitaux, la liberté des chefs d'entreprise...

Lionel, ATTAC Cachan

Pour en savoir plus....

Quelques références en français :

Idéologie et pouvoir. Bruxelles : EPO, 1991.

L'an 501 : la conquête continue. Bruxelles : EPO, 1995.

Les dessous de la politique de l'Oncle Sam. Pantin : Le temps des cerises, 1996.

La responsabilité des intellectuels, Marseille : Agone, 1999.

Le nouvel humanisme militaire : leçons du Kosovo. Lausanne : Page deux, 2000.

Manufacturing consent (la fabrication du consentement) : film consacré à sa critique des médias (K. film vidéo, 1993, disponible)

Et, en anglais, le site Internet de référence sur Noam Chomsky : <http://www.zmag.org/chomsky/10>

1 Les *radicals* représentent l'extrême gauche américaine constituée d'écologistes, de féministes, de marxistes...

2 Rappelons que les libéraux anglo-saxons, s'ils sont le plus souvent favorables au marché, sont avant tout progressistes : ils sont notamment favorables à une redistribution des richesses (il ne s'agit naturellement pas de la politique de Clinton qui est tout autant libérale que la politique du gouvernement français est socialiste..).

3 Le nom de cet auteur provoque en France une hostilité instinctive chez tout progressistes. Or, sa pensée est beaucoup moins caricaturale que ne le laissent entendre les « libéraux » de chez nous. Par exemple, c'est bien lui qui déclare dans son classique *La richesse nation* : « On n'entend guère parler, dit-on, de *Coalitions* entre les maîtres, et tous les jours on parle de celles des ouvriers. Mais il faudrait ne connaître ni le monde, ni la matière dont il s'agit, pour s'imaginer que les maîtres se liguent rarement entre eux. Les maîtres sont en tout temps et partout dans une sorte de ligue tacite, mais constante et uniforme, pour ne pas élever les salaires au-dessus du taux actuel ». (tome 1, Flammarion, 1991, 138).

4 Les « libéraux » français comme Alain Madelin seraient plutôt assimilables à la tradition libertarienne américaine attachée avant tout aux droits de propriété, favorable à l'utilisation la plus libre de sa propriété par chaque individu, et totalement opposée à toute redistribution

5 Capital Times (Madison, WI), 3 mars 1997

6 Cité in «Free markets, trapped people», in *The Sunday Star-Times* (Auckland) 25 octobre 1998.

7 Capital Times (Madison, WI), 3 mars 1997)

8 Le catholique libéral Eugène Buret déclarait ainsi que le salariat n'est qu'une «servitude déguisée » puisque le salarié n'a d'autre choix pour survivre que de travailler dans une entreprise où il devra se soumettre aux ordres du capitaliste. John Stuart Mill déclarait quant à lui : «S'ils ne sont plus esclaves ou dépendants en vertu des lois, la grande majorité des citoyens le sont en vertu de leur pauvreté ; ils continuent d'être enchaînés à un lieu, à un métier et au bon plaisir de leur employeur, et privés par le hasard de leur naissance des jouissances et des privilèges intellectuels et moraux dont d'autres héritent sans effort et sans mérite. » in «*Chapters on socialism*» in *Collected works* V, University of Toronto Press, 1967, p. 710.

9 Voir à ce sujet le dernier livre de Bernard Maris et Philippe Labarde : *La bourse ou la vie*

10 On n'y trouvera notamment ses réponses aux attaques qu'il reçut en 1981 de la part d'intellectuels français comme Bernard Henri Lévy et de journaux comme *Le Nouvel Observateur* ou *Esprit* qui l'accusèrent d'être révisionniste, car il défendait la liberté d'expression du professeur Faurisson (révisionniste notoire). Mais en tant que «*libertarian socialist* » il ne faisait que défendre la *liberté d'expression* de celui-ci, tout comme Voltaire déclarait : « Je déteste ce que vous écrivez mais je donnerais ma vie pour que vous puissiez continuer à l'écrire ».



Passez à l'Attac!

EN BREF...

Les précaires passent à l'attaque !

Le monde du fast food ne sera jamais plus comme avant. Depuis que les salariés du Mc Do de St Germain ont occupé leur restaurant pendant 14 jours en décembre dernier, et qu'ils ont obtenu un grand nombre de leurs revendications sur lesquelles la direction a dû céder, un collectif CGT de la restauration rapide s'est mis en place qui cherche à étendre ce mouvement partout où c'est possible.

Les salariés de Mac Do, comme ceux de Pizza Hut, en grande partie des étudiants, se mobilisent aujourd'hui pour

améliorer leurs conditions de travail, pour de meilleurs salaires, pour la dignité et le respect au travail. Ils appellent à la solidarité la plus large, en particulier des organisations étudiantes, pour installer leur mouvement dans la durée.

Des étudiants, membres des comités Attac sur les facs, ont participé et participent encore à ce mouvement de soutien aux salariés précaires. Leur combat est un formidable message de courage et d'espoir pour tous ceux qui veulent désormais résister contre la Macdomination du monde.

Alex, Attac Sorbonne



La "nouvelle économie": mirage économique et vieille exploitation

La nouvelle économie était l'emblème du capitalisme triomphant : un monde ouvert où tout le monde peut réussir; un monde qui produit beaucoup de richesses grâce à la flexibilité des entreprises (c'est-à-dire des salariés) avec pour modèle les USA qui bénéficiaient d'une envolée de la croissance; un monde "libre". Richesse, liberté, simplicité,... la longue période de croissance des USA attestait de cette entrée dans une nouvelle ère de l'économie. Ce discours idéologique qui nous a été martelé nous invitait à abandonner notre modèle français archaïque pour oser le grand saut dans le bonheur matériel de la nouvelle économie. Ce discours servait d'argumentaire à tous ceux qui voulaient supprimer les "rigidités" sur le marché du travail (c'est-à-dire les dispositifs qui, comme le SMIC, empêchent les salaires de baisser) et plus globalement, tous ceux qui voulaient privatiser les services publics, la santé, l'éducation, etc...

« Nous sommes tous Marcos »

Partie du Chiapas le 25 février, la « longue marche » (3000 km) du sous-commandant Marcos et de 23 de ses compagnons de lutte s'est achevée dimanche 11 mars à Mexico devant plus de 150 000 personnes. Le chef de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN) a pu réaffirmer son engagement pour la reconnaissance constitutionnelle de la culture et des droits indigènes. Créée le 1er janvier 1994, le jour de l'entrée en vigueur de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), l'EZLN dénonce parallèlement l'orientation néo-libérale de la mondialisation actuelle. Quel rapport ? « Dans sa fureur hégémonique, explique Marcos, la globalisation [...] aspire à homogénéiser culturellement le monde. [...] L'individu ne peut occuper une place au sein de la société que dans la mesure où il a une capacité d'acheter et de produire. Les critères du marché éliminent donc toute une partie de l'humanité qui se révélerait non rentable. Et cela concerne tous les indigènes d'Amérique latine. »

Rémi, ATTAC Tolbiac

Seulement voilà, les discours sur l'économie US "oublièrent" que cette économie est très cyclique et la phase de forte croissance ne signifiait pas du tout que celle-ci allait perdurer indéfiniment. Effectivement elle a chuté... De même pour la "nouvelle économie": il ne s'agissait que d'une vague spéculative tout le monde continuant à acheter puisque comme tout le monde achète, les cours augmentent...et oui, jusqu'au moment où... Les salariés de la "nouvelle économie" doivent être heureux: ils sont nombreux à avoir vu l'importance de leur "liberté" lorsqu'ils se sont fait licenciés sans avoir leur mot à dire. Quant à la richesse, ils ont été payés en monnaie de singe : ils ont très souvent accepté des salaires modérés et des conditions de travail très dures contre des "stock options", c'est à dire le droit d'acheter plus tard des actions de l'entreprise à un prix intéressant. Le problème c'est que les gains mirifiques promis par les stocks options lorsque les cours des actions s'envolaient se sont évanouis lorsque les cours ont chuté. Quant aux salariés qui avaient des stock options d'entreprise ayant fermé... ils pourront s'en servir pour allumer la cheminée à

Noël prochain!

Ce qui est maintenant amusant, c'est de voir qu'après nous avoir fait subir un lavage de cerveau sur la nouvelle économie et le modèle américain dans la phase croissante du cycle de l'économie US et de la bulle spéculative "internet", les journalistes sont bien muets sur la phase descendante... On a donc droit à un discours prophétique sur les miracles du capitalisme dans les phases croissantes des cycles économiques, et à un gros silence dans les phases descendantes... Sans doute les milieux économiques attendent-ils la prochaine phase de croissance de la bourse ou de l'économie pour nous prêcher la bonne parole du capitalisme triomphant... Quand cesseront-ils de prendre les citoyens pour des imbéciles?

Lionel, ATTAC Cachan

POUR NOUS CONTACTER

ATTAC national: 9 bis, rue de Valence - 75 005 Paris

Tél.: 01 43 36 30 54 - e-mail: attac@attac.org

ATTActique!: Cécile (tél. 06 64 34 28 43)

Votre comité d'établissement:

La coordination des comités étudiants ATTAC a vu le jour en septembre 1999 à Paris, avec pour but de coordonner les actions, d'échanger les informations et les expériences, de favoriser la création de nouveaux comités d'établissement à partir de ceux déjà existants, sur la région parisienne dans un premier temps, mais également en province.

La liste actuelle des comités ATTAC d'établissement n'est donc pas exhaustive!

Pour obtenir les coordonnées du comité de votre université ou grande école, consultez la liste des groupes locaux sur le site de l'association: www.attac.org. Si vous voulez monter un comité local, n'hésitez pas à contacter l'un des comités déjà existants par mail (nom de l'université - université@attac.org / exemple: jussieu-universite@attac.org).

BULLETIN D'ADHESION

A remettre à votre comité d'établissement ou à renvoyer à ATTAC national (adresse ci-dessus)

Je soussigné(e), adhère à ATTAC et verse ma cotisation 2001 d'un montant de: 100F (étudiants)
200F (actifs)

J'effectue mon règlement par: chèque bancaire ou postal

CB n°: _____ date d'expiration: __/__/__

Homme / Femme

Etudiant(e) / Lycéen(ne) / Enseignant(e) / IATOSS

Etablissement: _____ Année d'études / poste: _____ Filière: _____

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Téléphone: _____ Portable: _____

e-mail: _____

Signature: _____

PLATE-FORME DE L'ATTAC

La mondialisation financière aggrave l'insécurité économique et les inégalités sociales. Elle contourne et rabaisse les choix des peuples, les institutions démocratiques et les États souverains en charge de l'intérêt général. Elle leur substitue des logiques strictement spéculatives exprimant les seuls intérêts des entreprises transnationales et des marchés financiers. Au nom d'une transformation du monde présentée comme une loi naturelle, les citoyens et leurs représentants se voient disputer le pouvoir de décider de leur destin. Un tel abaissement, une telle impuissance nourrissent la progression des partis antidémocratiques. Il est urgent d'enrayer ce processus en créant de nouveaux instruments de régulation et de contrôle, aux niveaux national, européen et international. L'expérience indique assez que les gouvernements ne le feront pas sans qu'on les y incite. Relever le double défi d'une implosion sociale et d'une désespérance politique exige donc un sursaut civique et militant.

La liberté totale de circulation des capitaux, les paradis fiscaux et l'explosion du volume des transactions spéculatives acculent les États à une course éperdue en faveur des gros investisseurs. Plus de 1 800 milliards de dollars vont et viennent chaque jour sur les marchés des changes à la recherche d'un profit instantané, sans rapport avec l'état de la production et du commerce des biens et services. Une telle évolution a pour conséquences l'accroissement permanent des revenus du capital au détriment de ceux du travail, la généralisation de la précarité et l'extension de la pauvreté.

Les conséquences sociales de ces évolutions sont encore plus graves dans les pays dépendants, les pays du sud et d'Europe de l'Est, qui sont touchés de plein fouet par la crise financière et soumis aux diktats des plans d'ajustement du F.M.I. Le paiement des dettes publiques oblige les gouvernements à abaisser au minimum les budgets des services sociaux et condamne les sociétés au sous-développement ; les taux d'intérêt beaucoup plus élevés que dans les pays les plus développés contribuent à détruire les entreprises nationales ; les mesures de privatisation et de dénationalisation sauvages se multiplient pour dégager les ressources exigées par les investisseurs.

Partout les acquis sociaux sont remis en cause. Là où il existe des systèmes de retraite, les salariés sont invités à les troquer contre un mécanisme de fonds de pension qui aboutit à soumettre un peu plus leurs propres entreprises aux seuls impératifs de la rentabilité immédiate, à étendre la zone d'influence de la sphère financière et à persuader les citoyens de l'obsolescence de rapports solidaires entre nations, peuples et générations alors même que la crise écologique exige à son tour le resserrement de ces solidarités. La déréglementation touche l'ensemble du marché du travail, avec comme conséquences la dégradation des conditions de travail, la montée de la précarité et du chômage, et le démantèlement des systèmes de protection sociale.

Au prétexte du développement économique et de l'emploi, les grands pays n'ont pas renoncé à signer un Accord multilatéral sur les investissements (AMI) qui donnerait tous les droits aux investisseurs et imposerait tous les devoirs aux États. Devant la pression de l'opinion publique et de la mobilisation militante, ils ont dû abandonner leur projet de négocier cet accord dans le cadre de l'OCDE, mais la discussion devrait reprendre dans le cadre de l'OMC. Dans le même temps les USA, mais aussi la Commission européenne, poursuivent leur croisade libre-échangiste en poussant à la création de nouvelles zones déréglementées, au

niveau continental ou intercontinental.

La plupart des engrenages de cette machine inégalitaire, entre parties du monde comme au cœur de chaque pays, peuvent encore être enrayerés. Trop souvent, l'argument de la fatalité se nourrit de la censure de l'information sur les alternatives. C'est ainsi que les institutions financières internationales et les grands médias (dont les bénéficiaires de la mondialisation sont souvent propriétaires) ont fait le silence sur la proposition de l'économiste américain James Tobin, prix Nobel d'économie, de taxer les transactions spéculatives sur les marchés des devises. Même fixée à un taux particulièrement bas de 0,1%, la taxe Tobin rapporterait près de 100 milliards de dollars par an. Collectée, pour l'essentiel, dans les pays industrialisés, où sont localisées les grandes places financières, cette somme pourrait être utilisée pour des actions de lutte contre toutes les inégalités, y compris les inégalités entre sexes, pour la promotion de l'éducation et de la santé publique dans les pays pauvres, pour la sécurité alimentaire et le développement durable. Un tel dispositif s'inscrit dans une perspective clairement antispéculative. Il alimenterait des logiques de résistance, redonnerait des marges de manoeuvre aux citoyens et aux États et, surtout, signifierait que le politique reprend le dessus.

A cette fin, les signataires se proposent de participer ou de coopérer avec le mouvement international ATTAC pour débattre ensemble, produire et de diffuser l'information et agir en commun, tant dans leurs pays respectifs qu'aux niveaux continental et international. Ces actions communes ont pour but :

- d'entraver la spéculation internationale,
- de taxer les revenus du capital,
- de sanctionner les paradis fiscaux,
- d'empêcher la généralisation des fonds de pension,
- de promouvoir la transparence des investissements dans les pays dépendants,
- d'établir un cadre légal pour les opérations bancaires et financières ne pas pénalisant pas les consommateurs et les citoyens (les salariés des institutions bancaires pouvant jouer un rôle important dans le contrôle de ces opérations),
- d'appuyer la revendication de l'annulation générale de la dette publique des pays dépendants et l'utilisation des ressources ainsi libérées en faveur des populations et du développement durable, ce que beaucoup appellent le règlement de la " dette sociale et écologique ".

D'une manière générale, il s'agit :

- de reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière,
- de s'opposer à tout nouvel abandon de souveraineté des États au nom du prétendu "droit" des investisseurs et des marchands,
- de créer, au niveau mondial, un espace démocratique.

Il s'agit tout simplement de se réapproprier ensemble l'avenir de notre monde.

Adoptée par l'assemblée constitutive du 3 juin 1998



ATTAC - www.attac.org

9 bis, rue de Valence - 75 005 Paris - Tél: 01 43 36 30 54 - e-mail: attac@attac.org